

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 45 – du 5 décembre au 12 décembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTÉ - LE DÉFI DE LA RESSOURCE EN EAU ET LA RÉFORME D'UN SECTEUR

L'Égypte fait face à une situation aggravée de stress hydrique. Avec un déficit annuel de 54 Mds de m³, les ressources naturelles en eau du pays (dont 90 % proviennent du Nil) ne permettent de couvrir que 52 % des besoins. Les besoins résiduels sont assurés la réutilisation des eaux usées et le recours aux importations de denrées alimentaires afin de contenir la pression du secteur agricole sur la ressource en eau. Aujourd'hui, 570 m³ d'eau sont disponibles par an et par habitant en Égypte, en deçà du seuil de pauvreté de l'ONU (1000 m³).

Pour pallier ce défi, l'Égypte a consenti des investissements significatifs dans le développement d'infrastructures de traitement des eaux, destinées tant à l'usage domestique qu'agricole. Le pays dispose d'un réseau de 508 stations d'épuration, permettant de traiter 89 % des eaux usées. Ce niveau d'assainissement ne couvre toutefois que 65 % de la population. Le pays a également développé un vaste réseau de canaux d'irrigation (55 000 km – dont 20 000 km en cours de réhabilitation) et de stations de pompage, alors que le secteur agricole, stratégique pour l'économie (14 % du PIB) repose à 96 % sur l'irrigation et absorbe 85 % des ressources en eau. La sécurisation de la ressource en eau figure ainsi parmi les priorités du gouvernement, catalysant à ce jour 43 projets financés pour un total de près de 5 Mds USD, soit environ 20% de l'aide au développement totale reçue par le pays.

Le modèle de gestion et le faible prix de l'eau participent à la fragilité financière du secteur, qui demeure subventionné par l'État. Ce modèle ne permet pas d'investir suffisamment dans la maintenance des infrastructures, aujourd'hui dans des états très inégaux. Les petites stations d'épuration, souvent vétustes, souffrent de problèmes de gestion, certaines ne fonctionnant qu'à moitié de leur capacité. De même, le réseau de distribution subit d'importantes fuites, estimées à 34 % par la Banque Mondiale. Enfin, seuls 18 M de foyers sont abonnés au réseau. Les pertes financières annuelles seraient estimées à 2,3 Mds EGP (45 M EUR) par an.

Pour relever ces défis, le gouvernement prévoit une libéralisation progressive du secteur, en favorisant des partenariats public-privé (PPP) et des mécanismes de rémunération axés sur la performance. Dans ce cadre, un vaste programme de dessalement reposant sur des projets PPP a été lancé, visant à produire 9 M m³ d'eau potable par jour d'ici 2050. Les appels d'offres pour la première phase, qui mobilisera 3 Mds USD d'investissements, sont attendus pour 2025, alors que 17 consortia ont été pré-sélectionnés en 2023. L'UE et l'Égypte ont en outre signé une facilité de financement de 7 M EUR via des PPP, dans le cadre de la plateforme NWFEE, destinée notamment à soutenir la gestion de l'eau. Enfin, la question du traitement des boues d'épuration devenant centrale, un appel d'offres pour un projet pilote en PPP visant à valoriser les boues de la station Abu Rawash (1,6 M m³ d'eau traités / jour) devrait être publié l'année prochaine. L'intérêt marqué des autorités égyptiennes sur ces enjeux s'est confirmé lors d'un voyage d'étude en France, organisé fin novembre par la DG Trésor, et regroupant plusieurs acteurs décisionnels clés du secteur de l'eau.

LE CHIFFRE À RETENIR

52%

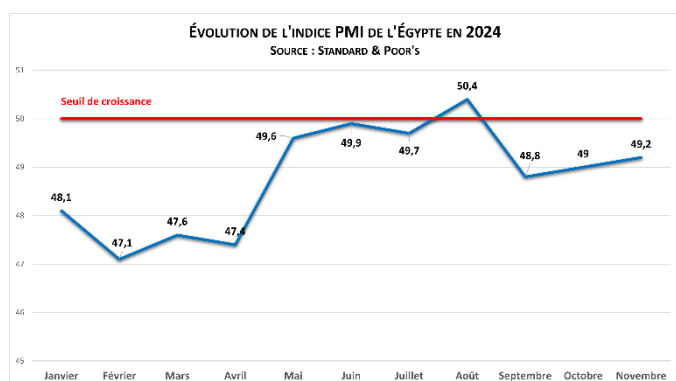
**PART DES BESOINS EN EAU
COUVERTS PAR LES
RESSOURCES NATURELLES**

Service Économique du Caire

ÉGYPTE

1. L'INDICE PMI DU SECTEUR PRIVÉ NON PÉTROLIER SE RAPPROCHE DU SEUIL DE CROISSANCE EN NOVEMBRE

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'Égypte a légèrement augmenté, passant de 49,0 en octobre à 49,2 en novembre, tout en restant sous le seuil de 50 pour le troisième mois consécutif, signalant une contraction prolongée de l'activité du secteur. L'enquête attribue notamment la contraction de l'activité du secteur privé non pétrolier à la faiblesse persistante de la demande des clients des entreprises interrogées. Les volumes des nouvelles commandes ont également diminué, suivant la tendance observée depuis juillet. La réduction du nombre d'emplois est également la plus rapide depuis février, même si elle demeure marginale. La baisse des effectifs s'explique principalement par le fait que les entreprises n'ont pas remplacé les départs volontaires dans un contexte de réduction des volumes de ventes et d'affaiblissement de la confiance. Cela étant, certaines entreprises ont fait état d'une reprise des nouveaux projets dans un contexte de signes de reprise. Les données sectorielles ont révélé une légère croissance dans l'industrie manufacturière, les commandes de biens ayant légèrement augmenté, entraînant une hausse de la production. Cette hausse a permis de compenser les baisses enregistrées dans les secteurs de la construction, du commerce de gros et de détail et des services.



2. AXA EGYPT ET Wafa LIFE INSURANCE SE POSITIONNENT POUR L'ACQUISITION DE DELTA INSURANCE

L'entreprise publique Delta Insurance a reçu des [offres d'acquisition](#) de la part d'AXA Egypt et de Wafa Life Insurance Egypt (compagnie marocaine d'assurance). L'offre préliminaire d'AXA Investment Egypt évalue la société à 5 Mds EGP (94 M EUR), avec un prix initial de 50 EGP (0,94 EUR) par action, et vise une participation d'au moins 75%. La proposition de Wafa Assurance est similaire celle d'AXA (évaluation

estimée à 5 Mds d'EGP et 50 EGP par action), mais vise à obtenir une participation minimale de 51%. À ce jour, ces offres restent conditionnées à un examen approfondi de la société, sous réserve de l'approbation de l'Autorité de régulation financière (FRA) et des autres autorités compétentes.

3. LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA PRIVATISATION DE 11 ENTREPRISES PUBLIQUES EN 2025

Le Premier Ministre égyptien, Mostafa Madbouly, a annoncé la privatisation de 11 entreprises publiques en 2025, sélectionnées parmi la liste gouvernementale des 35 sociétés identifiées pour une cession partielle ou totale. Les participations seront proposées à des investisseurs stratégiques ou via des introductions en bourse sur la place égyptienne (EGX). Parmi les entreprises ciblées figurent trois banques (United Bank, Banque du Caire et Bank of Alexandria), le parc éolien Gabal El Zeit, et plusieurs acteurs industriels, dont Alamal Alsharif Plastics, CID Pharma et Misr Pharma. Quatre sociétés affiliées aux forces armées, notamment l'exploitant de stations-service Wataneya, la société d'eau embouteillée Safi, le fabricant de produits alimentaires Silo Foods et le détaillant de carburant Chill Out, seront également incluses, avec des premières offres prévues dès mi-2025. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de réforme économique du pays, aligné sur les objectifs de la facilité élargie de crédit du FMI, visant à réduire le rôle de l'État dans l'économie, à attirer des investissements privés et à améliorer la compétitivité des secteurs stratégiques.

IRAK

1. L'IRAK ET LA GRÈCE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

La Fédération irakienne des chambres de commerce a organisé le 10 décembre à Bagdad un forum d'affaires Irak-Grèce, présidé par le ministre du Commerce, Atheer Daoud Al-Ghurairi. Quinze protocoles d'accord (MoU) ont été signés dans divers secteurs : construction, santé et agriculture. Parallèlement, la compagnie grecque Aegean Airlines a annoncé l'ouverture d'une liaison aérienne entre Athènes et Erbil, à raison de deux vols hebdomadaires et à compter du 23 février 2025.

IRAN

1. HAUSSE DU PMI À 51,3 PTS EN NOVEMBRE

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), l'indice des

directeurs d'achat (PMI) a atteint 51,3 points à la fin du mois d'Aban (21 novembre 2024). Cet indice, qui avait enregistré une baisse entre juin et septembre, a connu son deuxième mois consécutif au-dessus de la barre des 50 points, signalant une amélioration de la situation économique depuis octobre. Malgré la hausse du sous-indice de production (51,1 points), les nouvelles coupures d'électricité et la prévision d'une éventuelle pénurie de gaz dans les mois à venir rendent les entreprises plus pessimistes quant à leur capacité de production durant l'hiver. La dépréciation du rial sur les différents marchés de devises a renchéri les coûts d'importation et affecté en conséquence l'indice des prix d'achat des matières premières et des fournitures (82,2 points), reflétant une augmentation des prix des matières premières, parfois jusqu'à 30 %. L'incertitude liée à cette dépréciation pour les clients finaux, combinée au sous-octroi de facilités bancaires, à l'insuffisance d'allocation de devises par la Banque Centrale et au non-recouvrement des créances par les clients intermédiaires, a fortement limité les ressources financières des entreprises. Cela a entravé leur capacité à répondre à leurs besoins en fonds de roulement, ce qui a entraîné une diminution des stocks de produits finis (47,9 points). Les producteurs, qui approvisionnent les industries, anticipent une hausse des prix pour ces industries au cours du mois prochain, ce qui pourrait expliquer la hausse de l'indice des stocks de matières premières (52 points) et la baisse des stocks de produits finis. Par conséquent, cette augmentation des prix devrait avoir des répercussions dans les mois à venir sur l'ensemble de la chaîne industrielle.

2. CADRE POLITIQUE ET RÉGLEMENTAIRE DES CRYPTOMONNAIES

Selon la Banque Centrale, après cinq ans de préparation et dans le cadre de la nouvelle loi sur la Banque Centrale (BCI), un nouveau cadre politique et réglementaire pour les cryptomonnaies a été approuvé. Ce cadre vise à **(a)** exploiter les capacités et opportunités liées au développement des technologies financières innovantes, **(b)** renforcer la transparence des activités associées aux cryptomonnaies et **(c)** sensibiliser le public à ce secteur. Les principales dispositions sont **i)** l'utilisation des actifs numériques (tokens financiers, tokens utilitaires, cryptomonnaies) comme moyen de paiement/échange à l'intérieur du pays est interdite, **ii)** la détention, l'achat, la vente et l'utilisation des tokens financiers et utilitaires sont soumis à la réglementation des organismes compétents tels que l'Organisation des Bourses, **iii)** les courtiers et dépositaires en actifs numériques

doivent obtenir une licence de la BCI et respecter les lois sur la fiscalité, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, **iv)** l'émission de cryptomonnaies adossées au rial relève du monopole exclusif de la BCI, tandis que l'émission de cryptomonnaies adossées à des devises étrangères, à l'or ou à des métaux précieux nécessite l'approbation du conseil supérieur de la BCI, **v)** les cryptomonnaies minées localement, sous réserve d'accord de la BCI, peuvent être utilisées pour les besoins d'importation et les transactions officielles et **vi)** toute émission ou utilisation de cryptomonnaies en coopération avec d'autres pays nécessite l'approbation de la BCI, qui définit également les règles pour leur gestion et leur échange.

ISRAËL

1. LE GOUVERNEMENT PUBLIE LA VERSION CONSOLIDÉE DE LA PROPOSITION DE BUDGET 2025

Face à la guerre et ses conséquences, le gouvernement augmente les dépenses de sécurité, réduit les dépenses civiles en part du PIB et accroît la pression fiscale. En termes de dépenses nettes, les augmentations budgétaires notables pour l'année fiscale 2025 par rapport à 2024 incluent une augmentation du budget du ministère de la Défense d'environ 47 Mds ILS (+60%), des paiements d'intérêts de 12 Mds ILS (+26%), du budget du Ministère de la Santé de 9 Mds ILS (+17 %) et du budget du Ministère de l'Éducation de 7 Mds ILS (+8%). Toutefois, les dépenses pour l'éducation supérieure et la culture devraient diminuer d'un point de pourcentage par rapport à 2022 (année pré-guerre), pour atteindre environ 18%. Les dépenses de bien-être et de services sociaux devraient également baisser d'1%, à environ 14%, et les dépenses d'infrastructures devraient diminuer d'environ 2% par rapport à 2022 à environ 8%. En termes de mesures fiscales, les deux plus notables consistent en une taxation des bénéfices non distribués dans les sociétés-écrans qui doit rapporter 10 Mds ILS et une réduction des salaires dans le secteur public (5 Mds ILS).

2. LANCEMENT DU CENTRE D'INNOVATION DU PORT D'ASHDOD

Le Port d'Ashdod a officiellement lancé le 11 décembre son centre technologique d'innovation et son fonds de capital-risque d'entreprise. Organisé avec le Ministère israélien des affaires étrangères, l'événement a rassemblé des industriels et des attachés économiques et commerciaux de près de 50 pays différents. Le Port d'Ashdod a créé un

incubateur de jeunes pousses qui a déjà permis la mise au jour de 93 preuves de concept et collabore actuellement avec 27 ports à travers le monde pour valoriser les entreprises de son portefeuille (2,75 M USD investis à date).

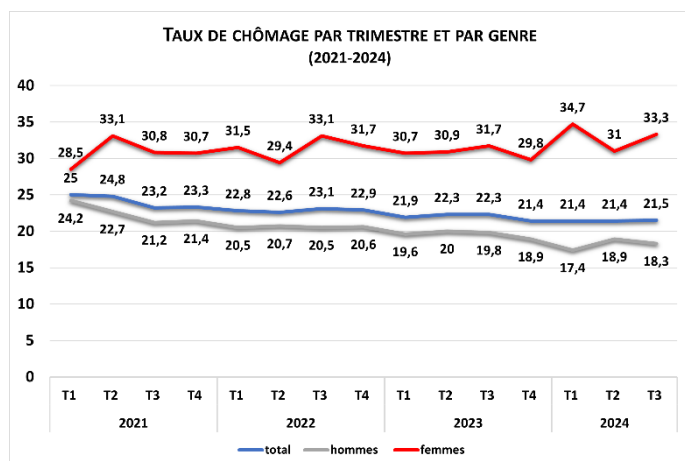
3. DYNAMISME DU SECTEUR DE LA CYBERSÉCURITÉ

Selon le fonds d'investissement Gilot Capital, les levées de fonds du secteur de la cybersécurité en Israël ont doublé en 2024 par rapport à 2023, atteignant 4 Mds USD pour 75 transactions. Les fusions et acquisitions dans le secteur ont pour leur part atteint 4,8 Mds USD pour un total de 20 opérations (pour un quart domestique).

JORDANIE

1. DIMINUTION DE TAUX DE CHÔMAGE AU 3^{ÈME} TRIMESTRE

Selon le Département des Statistiques (DoS), le taux de chômage a diminué de 0,8% au troisième trimestre (T3) 2024 par rapport au T3 2023, pour atteindre 21,5%. Il est resté stable par rapport au T2 2024. Le taux de chômage des hommes a diminué de 1,5% en g.a. pour atteindre 18,3%, tandis que celui des femmes a augmenté de 1,6% pour s'élever à 33,3%. Au niveau des gouvernorats, Ma'an a enregistré le taux de chômage le plus élevé (24,3%), tandis qu'Aqaba a enregistré le taux le plus bas (16,3%). La participation au marché du travail reste très faible et est évaluée à 34,3% (53,6% chez les hommes et 14,8% chez les femmes), contre 32,6% au T3 2023.



LIBAN

1. LE POUVOIR D'ACHAT EN USD S'ORIENTE À LA BAISSÉ POUR RETROUVER SON NIVEAU D'AVANT CRISE

La Banque Mondiale a publié des données estimant le pouvoir d'achat des personnes rémunérées en USD. Celles-ci auraient connu une hausse

significative de leur pouvoir d'achat (+143%) entre septembre 2019 et août 2021, bénéficiant de la subvention des importations de produits essentiels et du fait que les hausses successives du taux de change LBP/USD n'étaient pas entièrement répercutées sur les prix à la consommation. À partir d'août 2021, le pouvoir d'achat des personnes rémunérées en USD a commencé à baisser graduellement à mesure que les subventions aux importations étaient progressivement supprimées : -14% en 2022 ; -19,1% en 2023 ; -26,6% en 2024. Ces baisses successives ont annulé les gains réalisés pendant les premières années de la crise : en cumulé, le pouvoir d'achat en USD aurait ainsi baissé de 4,9% par rapport à septembre 2019.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. RELANCE DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE APRÈS UN AN DE CONFLIT

L'Index de la Production Industrielle (IPI) global dans les Territoires Palestiniens a atteint 84,43 en octobre 2024 (année de base 2019 = 100), soit une augmentation de 4,2% par rapport à septembre 2024, une première depuis le déclenchement de la guerre en octobre 2023. Cette hausse de l'IPI en octobre s'explique par l'augmentation des activités de minage de +11,8%, qui représentent 2,9% de l'activité industrielle, ainsi que par la hausse de la production manufacturière de +5,5%, qui est le cœur de l'industrie palestinienne (88% de l'activité industrielle). La production/distribution d'électricité et de gaz a pour sa part diminuée de -7,3%. Auparavant, l'IPI était en baisse continue depuis le 7 octobre 2023.

2. MISSION DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL AHCL

L'envoyé spécial néerlandais Roderick van Schreven, président du groupe de travail AHLC sur le secteur privé, a rencontré le ministre de l'Economie nationale palestinienne lors de sa mission en Israël et dans les Territoires palestiniens, centrée sur la facilitation des échanges économiques et commerciaux entre les deux parties. Lors de cet entretien, le Ministre a demandé à l'Envoyé spécial de faire pression sur le gouvernement israélien en vue de l'ouverture des points de passage commerciaux (notamment le passage d'Allenby qui subit de très fortes restrictions depuis plusieurs mois) mais aussi humanitaires pour l'acheminement de l'aide destinée à Gaza.

3. RISQUES LIÉS À LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'EAU

La Société de protection des consommateurs a mis en garde le gouvernement palestinien contre les risques pour la population en cas d'augmentation des prix de l'électricité et de l'eau, en raison de la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée des achats effectués sur le marché israélien. Au vu de la dépendance à l'égard d'Israël pour l'approvisionnement en électricité et en eau, cette augmentation pèserait lourdement sur le pouvoir

d'achat de la population palestinienne. La Société de protection des consommateurs a ainsi demandé au gouvernement d'absorber cette inflation sur sa dette publique. Les déductions israéliennes sur les recettes douanières (*clearance revenues*) liées à l'électricité ont connu une augmentation sans précédent au cours des 10 premiers mois de l'année 2024 (1,8 Md NIS de janvier à octobre 2024 contre 815 M NIS en 2023).

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
Population (Millions) - 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,5 *	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2024p	FMI / WEO	380	264	434	528	53	24 *	17 *	6,2 **
PIB / Hab. (USD) - 2024p	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	4487 *	3181 *	295 **
Croissance PIB réel (%) - 2024p	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-0,7 *	-5,4 *	-1,5 **
Solde budgétaire (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	-0,4 *	-1 *	-8 **
Dette publique (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	91	46	35	68	92	195 *	50 *	n/a
Rating Coface 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	Statistiques officielles	26,4	3,1	31,2	3	1	32,9	60	100 **
PMI mensuel	Statistiques officielles	49,0	n/a	49,8	47,4	n/a	45,0	n/a	n/a
Exportations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
Importations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES FMI 2023 ; ** = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024P

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr